

Burundi : le nouveau gouvernement consacre la ligne dure adoptée par le pouvoir

@rib News, 01/09/2015 â€“ Source AFP Le retour au premier plan dâ€™un dur du parti au pouvoir, dans un gouvernement burundais dominé par des fidèles à la loyauté éprouvée, consacre la ligne inflexible adoptée depuis le début de la par le président Pierre Nkurunziza et douche les espoirs dâ€™ouverture entrevus, selon les analystes.

Face à la crise émaillée de violences meurtrières qui a éclaté fin avril avec lâ€™annonce de sa candidature à un 3e mandat, jugé anticonstitutionnel par lâ€™opposition, la société civile, lâ€™Eglise catholique et une partie de son parti, le président Nkurunziza et ses soutiens ont rarement adopté dâ€™une position intransigeante, quitte à diviser le pays et à l'isoler sur la scène internationale. [Photo du nouveau Gouvernement : Autour du président de la République, les deux Vice-présidents, les vingt ministres et le Secrétaire général du Gouvernement]

"Le message envoyé par Nkurunziza avec ce nouveau gouvernement est +je ne lâche rien+, et c'est dans la droite ligne des décisions prises jusqu'ici", commente un universitaire burundais ayant requis lâ€™anonymat. Avant sa réélection au 1er tour le 21 juillet, lors dâ€™une présidentielle jugée non crédible par lâ€™essentiel de la communauté internationale, le camp de M. Nkurunziza a étouffé dans le sang six semaines de manifestations quasi-quotidiennes à Bujumbura, matant une tentative de coup d'Etat militaire, et largement purgé son parti, le CNDD-FDD, de ses "frondeurs". "Depuis le début de la crise, le camp présidentiel s'est montré intransigeant, bien décidé à mettre Nkurunziza au pouvoir quelles qu'aient été les conséquences", poursuit cet universitaire, "avec ce gouvernement, il vient parachever le processus du fait accompli jusqu'ici". Le retour au premier plan du général Alain-Guillaume Bunyoni montre que "les radicaux sont aux manettes", explique Thierry Vircoulon, de lâ€™International Crisis Group (ICG). "Lui confier (le ministère de) la Sécurité publique montre que le message est +on continue la même politique répressive qu'avant+". Un temps pressenti comme dauphin de M. Nkurunziza, le commissaire de police Bunyoni, homme-clé de lâ€™appareil sécuritaire, a longtemps été considéré comme lâ€™un des deux personnages les plus influents autour du président, avec le général Adolphe Nshimirimana, tué dans une embuscade le 2 août à Bujumbura. Plusieurs hauts cadres militaires membres du CNDD-FDD avaient obtenu fin 2014 la tête des deux hommes, controversés jusque dans leur propre camp. M. Nkurunziza avait limogé M. Bunyoni de la tête de son cabinet civil et le général Nshimirimana de la direction du Service national des Renseignements (SNR). Un limogeage de façade, leur influence étant restée intacte dans lâ€™ombre, selon des observateurs. "Avec la mort d'Adolphe, Bunyoni est (désormais) la pièce maîtresse du pouvoir en matière de sécurité", confie un analyste. "Le pouvoir envoie un message pour dire en quelque sorte qu'il est prêt à la confrontation pour imposer définitivement ses positions+", estime de son côté lâ€™universitaire burundais. -Bâton noir- Le rôle de M. Bunyoni montre aussi que le camp Nkurunziza a purgé le parti de toute contestation interne et qu'il n'entend pas céder aux pressions internationales. "Bunyoni est la bâton noir de la communauté internationale" qui a menacé le pays de sanctions et espérait un assouplissement du régime après les élections, rappelle Thierry Vircoulon. "Il n'y a aucune volonté d'ouverture, si on s'en tient au signal lancé par Nkurunziza avec ce nouveau gouvernement", analyse Innocent Muhozi, figure de la société civile burundaise. "C'est une confirmation de la ligne dure, avec un semblant d'ouverture", symbolisée par cinq ministres attribués à des partisans d'Agathon Rwasa, considéré comme le principal opposant à M. Nkurunziza. Titulaires de portefeuilles secondaires, ils "n'auront aucun poids", souligne M. Muhozi. A l'inverse du reste de lâ€™opposition, M. Rwasa a accepté après les élections de "jouer avec les institutions, en s'engageant avec ses troupes à lâ€™Assemblée, dont il est devenu le 1er vice-président. "L'entrée en scène d'Agathon Rwasa dans le gouvernement se fait à des postes ministériels qui ne sont pas stratégiques. Ils entrent au gouvernement par la petite porte", abonde Thierry Vircoulon. Le gouvernement comprend 12 ministres hutu et huit Tutsi, conformément à lâ€™équilibre prescrit par la Constitution. Mais "le respect apparent des quotas ethniques ne masque pas le fait qu'il s'agit d'un gouvernement formé par des partis majoritairement hutus", note le chercheur. Ce qui suscite des craintes au sein de la communauté tutsi, accusée de mener la contestation par certains durs du CNDD-FDD, ancienne rébellion hutu ayant combattu lâ€™armée dominée par la minorité tutsi durant la guerre civile qui fit 300.000 morts entre 1993 et 2006 et reste ancrée dans les esprits. Mais le pouvoir n'est pas seul à se durcir. Lâ€™opposition se radicalise et les armes prolifèrent dans les quartiers contestataires de Bujumbura, faisant resurgir le spectre de violences à grande échelle dans un pays à lâ€™histoire post-coloniale jalonnée de massacre ethniques. Jeune Afrique, 31 août 2015

Burundi : une équipe gouvernementale de durs Le nouveau gouvernement fait la part belle aux bureaucrates et aux fidèles de Pierre Nkurunziza. Signe d'assurance ou de faiblesse ? Analyse. Après plusieurs mois de contestation dans les rues de Bujumbura et une tentative de putsch avortée en mai, Pierre Nkurunziza, qui fait toujours face à des groupes armés déterminés à lâ€™écarter du pouvoir, a tenté de compenser par des nominations choisies la faiblesse qu'il ne peut difficilement dissimuler. « Il n'a pas assisté aux obsèques du général Adolphe Nshimirimana pour des raisons de sécurité », relève un ancien haut responsable du Conseil national pour la défense de la démocratie-Forces de défense de la démocratie (CNDD-FDD, au pouvoir) aujourd'hui en exil. Considéré comme le numéro deux officiel du régime, Nshimirimana avait été assassiné début août dans un attentat à la roquette. Physionomie du nouveau gouvernement Nkurunziza craint pour sa sécurité, et cette peur se reflète dans ses apparitions publiques (après sa réélection, le 21 juillet, son investiture a eu lieu en catimini) comme dans la physionomie de son nouveau gouvernement. La nomination la plus marquante consacre en effet le grand retour d'Alain Guillaume Bunyoni, qui retrouve le ministère de la Sécurité publique, où il avait officié de 2007 à 2011. Cet ancien commissaire passe pour lâ€™un des hommes les plus influents dans lâ€™entourage présidentiel. « Les enjeux sécuritaires sont primordiaux pour le président, analyse notre ancien cadre du CNDD-FDD. Avec Bunyoni, il veut montrer qu'il contrôle la situation. » Deux nominations tout aussi symboliques concernent le cabinet civil de Nkurunziza. Gilbert Nizigama, un ancien commissaire de police, en devient le directeur adjoint, tandis que le nouveau directeur de cabinet n'est autre que le général Ndayishimiye, ex-ministre de l'Intérieur et de la Sécurité publique et membre du trio d'officiers qui entourait le redouté Nshimirimana. « On peut dire que le ministre de la Défense, un civil nommé au lendemain du putsch, fera office de marionnette et que les instructions

Ã©maneront du cabinet civil et de Bunyoni Ã©», anticipe un chercheur spÃ©cialiste du Burundi qui prÃ©fÃ©re conserver l'Ã©tat anonymat. Ã©« Il a tournÃ© le dos Ã© l'Ã©opposition et il l'assume Ã©» La nouvelle Ã©quipe, composÃ©e de 20 ministres issus du CNDD-FDD (la plupart appartenant Ã© l'aile dure du parti), reconduit Ã© leur poste quelques fidÃ©les qui ont servi la cause de Nkurunziza, comme le ministre des Relations extÃ©rieures, Alain AimÃ© Nyamitwe, ou celui des Finances, Tabu Abdallah Manirakiza. Quant aux cinq portefeuilles secondaires attribuÃ©s aux Forces nationales de libÃ©ration (FNL) d'Agathon Rwasa, ils ont le mÃ©rite, selon la mÃame source, de clarifier le jeu tortueux de celui qui avait plaidÃ© pour le boycott de l'Ã©lection avant d'acc